



P491 D1100

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Mme Anne Tescher
Service des Commissions
Tél: +352 466 966 264
Courriel: atescher@chd.lu

Monsieur Jean-Claude Bisenius
9, rue Mgr Jean Bernard
L-8558 Reichlange

Luxembourg, le 13 mars 2015

Objet: Pétition publique 491 - Instauration d'une législation définissant clairement les devoirs de toute organisation par rapport à la prévention de mobbing/harcèlement moral sur le lieu de travail, ainsi que la détection et gestion efficace de cas de "mobbing"

Monsieur,

Suite à l'avis positif de la Commission des Pétitions, la Conférence des Présidents, réunie en date de ce jour, a déclaré recevable votre demande de pétition publique citée en référence.

Votre pétition publique sera ouverte à signature du 13 mars au 24 avril 2015. Le forum de discussion sera opérationnel pendant cette même période.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments très distingués.


Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés

Transmis en copie pour information

- aux Membres de la Commission des Pétitions
- aux Membres de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
- aux Membres de la Conférence des Présidents

Luxembourg, le 13 mars 2015

Anne Tescher
Secrétaire-administrateur de la Commission des Pétitions

DEMANDE DE PETITION PUBLIQUE 491

Intitulé:

Instauration d'une législation définissant clairement les devoirs de toute organisation par rapport à la prévention de mobbing/harcèlement moral sur le lieu de travail, ainsi que la détection et gestion efficace de cas de "mobbing".

But :

Cette pétition a comme but d'insister sur l'urgence d'instaurer une loi sur le mobbing avec deux axes précis qui se basent sur une protection tout autant de l'employé que de l'employeur: A prévention et information relative au phénomène du mobbing B détection de mobbing ainsi qu'une gestion de ces cas de mobbing A Des organisations (comme par exemple la Mobbing asbl) doivent recevoir un support étatique supplémentaire afin de mieux remplir leur mission d'information et de prévention de mobbing. Parallèlement, les différents syndicats et représentations de services doivent installer une permanence ou le cas échéant donner plus de priorité à l'information sur la prévention de mobbing au lieu de travail. B Des organisations neutres comme par exemple la Mobbing asbl mais aussi le Centre de médiation doivent recevoir un support étatique supplémentaire afin de permettre la prise en charge de cas de mobbing, afin de déterminer l'envergure des cas de mobbing et d'en déterminer l'admissibilité devant un tribunal ou une cour de justice. Au cas où le cas particulier n'admet pas un cas de mobbing, une réorientation vers un service de soutien autre doit être proposé. Parallèlement à ces deux axes, les syndicats nationaux et les représentations salariales doivent participer à des formations "mobbing" annuellement. Celles-ci les préparent à la prévention et gestion de mobbing au lieu de travail, à la prise en charge de cas de mobbing individuels, et à l'orientation des victimes de mobbing vers les services compétents. Finalement, une permanence téléphonique ou électronique neutre et anonyme doit être mise en place, où des personnes se sentant victime de mobbing, peuvent se renseigner sans peur de représailles ou conséquences. Ce service pourrait être proposé par les organisations existantes mentionnées ci-avant, sans pour autant délaisser l'importance d'une prise en charge professionnelle et rapide. Les coûts infligés aux caisses de santé et aux entreprises pour des absences du lieu de travail en relation avec le mobbing doit être mis en relation avec les efforts investis dans une prévention de mobbing.

Date et heure de la demande: le 03-03-2015 à 09:55

Pétitionnaire: Jean-Claude Bisenius

Pétition à titre personnel

Adresse: 9, rue Mgr. Jean Bernard, Reichlange, 8558